



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

12/09/2024

Palestine, le massacre continue, la répression en France aussi

La coopération entre l'armée d'occupation et l'armée US se porte au mieux

Dans un article intitulé : « *Une coopération militaire sans précédent : Israël et les États-Unis plus proches que jamais* », le *medium portail juif francophone* détaille avec ravissement les bonnes relations entre les deux armées, s'appuyant sur des exemples récents.

On y apprend notamment que cette collaboration se manifeste par des visites fréquentes de hauts responsables militaires américains, des réunions stratégiques conjointes, des échanges de renseignements de plus en plus intégrés, et une coordination opérationnelle qui fait d'Israël un partenaire clé du Commandement central américain (CENTCOM).

Ainsi, les chefs militaires de l'armée sioniste ont reçu récemment les visites du général Charles Brown, chef d'état-major interarmées américain, et du général Michael Kurilla, commandant du CENTCOM. Brown a participé à des inspections frontalières et à des réunions au sommet, tandis que Kurilla s'est vu présenter des plans pour une opération au Liban.

Le *portail juif francophone* nous révèle que la coopération est si étroite qu'un ancien haut responsable militaire israélien n'a pas hésité à déclarer que « *c'est presque comme si Tsahal avait deux chefs d'état-major* », reflétant l'intégration quasi parfaite entre les forces armées des deux pays.

Par exemple, après l'assassinat d'Ismail Haniyeh à Téhéran, le CENTCOM a considérablement renforcé sa présence au Moyen-Orient, portant ses effectifs de 4 000 à 40 000 hommes, avec un déploiement impressionnant de moyens militaires, y compris des porte-avions et des sous-marins nucléaires. Pour autant, toujours selon le *portail juif francophone*, « *Ce partenariat, bien que fortement bénéfique pour Israël, implique également des contraintes. L'armée israélienne doit parfois ajuster ses plans pour tenir compte des intérêts américains, un équilibre délicat mais nécessaire pour maintenir une relation stratégique essentielle.* ».

Après un bla-bla sur le thème Israël est quand même indépendant, le *medium* nous dresse un portrait chaleureux du général Kurilla, présenté comme pro-israélien et profondément engagé : « *il a établi des liens personnels solides avec les responsables israéliens, renforçant ainsi la confiance et la coopération entre les deux armées. Sa présence fréquente en Israël depuis le début de la guerre est un témoignage de l'importance stratégique qu'accordent les États-Unis à cette alliance.* ».

La coopération militaire entre l'État colonial sioniste et l'impérialisme dominant révèle des « valeurs » communes, la défense des intérêts des grands capitalistes occidentaux, et des intérêts stratégiques partagés, et, comme le dit le *portail juif francophone*, elle : « *s'avère cruciale pour la sécurité d'Israël.* ».

Cet article confirme deux choses : d'abord, l'État sioniste ne tiendrait pas sans le soutien des USA. Ensuite, la présence de l'État tampon, de l'instrument des impérialistes occidentaux au cœur du monde arabe est vitale pour ces mêmes impérialistes et, au premier chef, pour l'impérialisme US, qui utilise tous les moyens pour empêcher l'État sioniste de s'effondrer.

L'ONU dénonce la famine à Gaza organisée par l'occupation

Le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, Michael Fakhri, a dénoncé la campagne de famine menée par l'entité sioniste contre les Palestiniens pendant sa guerre génocidaire dans la bande de Ghaza assiégée. Dans un rapport publié jeudi 5 septembre, il a déclaré que l'État sioniste avait commencé à bloquer toute nourriture, eau, carburant et autres fournitures dans la bande de Gaza sous blocus, seulement deux jours après le 7 octobre (date du début de la guerre génocidaire en cours dans l'enclave palestinienne).

« *En décembre, les Palestiniens de Gaza* représentaient 80% des personnes dans le monde souffrant de famine ou

de faim catastrophique », a relevé M. Fakhri. « *Jamais dans l'histoire de l'après-guerre une population n'avait été confrontée à la faim aussi rapidement et aussi complètement que ce fut le cas pour les 2,3 millions de Palestiniens vivant à Gaza* », a ajouté le rapporteur onusien.

Depuis le début de la guerre sioniste à Gaza, Fakhri a déclaré avoir reçu des rapports directs sur la destruction du système alimentaire du territoire, y compris des terres agricoles et de la pêche, qui a également été documentée et reconnue par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres. L'occupation a ensuite utilisé l'aide humanitaire comme une « *arme politique et militaire* » pour nuire et tuer le peuple palestinien à Gaza, a-t-il déclaré.

En France et d'ailleurs, censure et répression

Un enseignant contractuel de l'école toulousaine Toulouse School of Economics, a été suspendu mercredi 4 septembre pour avoir « *manqué à son obligation de réserve* », après des propos sur le conflit colonial en Palestine.

D'après les propos publiés sur le réseau social X, le professeur de mathématiques cite la revue *The Lancet* pour avancer le chiffre de « *200.000 morts du côté palestinien. [...] Tout le monde y passe, des enfants aux personnes âgées* ». Il poursuit en affirmant que notre « *gouvernement, en France, soutient tacitement cette honte* ». L'enseignant prend l'exemple des Jeux olympiques pour étayer ses propos : « *Je me sens vraiment honteux [...] quand je pense à ce qu'il s'est passé aux Jeux olympiques, où on a permis aux athlètes israéliens et israéliennes de concourir sous leur drapeau, de représenter leur pays, pays pourtant coupable de tant d'exactions* ».

Le directeur de cabinet de l'école, Joël Echevarria, a expliqué le choix de rapidement convoquer et suspendre à titre conservatoire cet enseignant contractuel : « *Tout simplement parce que c'est un professeur de mathématiques qui devait animer un cours de mathématiques. Il n'est donc pas dans le cadre lié à la liberté d'expression, puisqu'il a consacré une partie importante du temps consacré à ce temps d'enseignement à une expression libre qui est ce qu'elle est, mais qui en tout cas n'a pas sa place dans un cours de mathématiques. Nous rappelons d'ailleurs dans le courrier que nous lui avons adressé, remis en main propre, qu'il a un devoir de réserve en tant que fonctionnaire, puisque ce monsieur est fonctionnaire et qu'il n'avait donc pas à faire cela dans ce lieu-là. C'est simplement ça. On n'a évidemment pas à juger le fond de l'intervention, mais c'est bien la nature de l'intervention et le lieu dans lequel elle est délivrée qui est répréhensible à nos yeux* ». Le directeur de l'école, Christian Gollier, en a remis une couche en déclarant : « *J'ai décidé de suspendre à titre conservatoire un de nos enseignants contractuels qui s'est exprimé sur la situation au Proche-Orient lors d'un cours de mathématiques mardi 3 septembre 2024. [...] TSE est un lieu ouvert de partage des savoirs en sciences sociales quantitatives. Sa direction rappelle l'obligation de neutralité et de réserve des agents publics. [...] TSE ne prendra pas de position politique et souhaite lutter contre toute forme d'incitation à la haine* ».

Ces déclarations méritent plusieurs commentaires. D'abord, l'enseignant, s'il est contractuel, n'est pas fonctionnaire, mais, en tant qu'agent public, il est assimilé à un fonctionnaire. Ensuite et surtout, ce concept de devoir de réserve ne tient pas du tout. Dans un long article publié dans *Le Monde* le 1^{er} février 2008, Anicet Le Pors, le créateur du statut actuel de la fonction publique (celui de 1983 et 1984), déclare : « *Le principe posé dès l'article 6 de la loi du 13 juillet 1983, s'exprime de manière on ne peut plus simple : "La liberté d'opinion est garantie aux fonctionnaires". La première conséquence est d'entraîner un autre principe : celui de non-discrimination des fonctionnaires ; toute discrimination entre les fonctionnaires fondée sur leurs opinions politiques, religieuses ou philosophiques, sur leur état de santé, leur handicap, leur orientation sexuelle, leur origine ou leur appartenance ethnique est interdite* ». Et plus loin, il martèle : « *Ainsi, l'obligation de réserve ne figure pas dans le statut général et, à ma connaissance, dans aucun statut particulier de fonctionnaire, sinon celui des membres du Conseil d'Etat qui invite chaque membre à "la réserve que lui imposent ses fonctions"* ».

L'accusation formulée par les deux dirigeants n'a donc pas de fondement juridique. Si le directeur de cabinet prétend qu'il n'a pas à juger le fond de la déclaration, le directeur, lui décide de juger en lançant une enquête administrative et en ressortant l'un des chevaux de bataille de ceux qui veulent empêcher les expressions propalestiniennes : l'incitation à la haine. Protester contre un génocide, en quoi est-ce de l'incitation à la haine ? Rien n'est haineux dans le discours de l'enseignant, il fait part de son désarroi, de son amertume, de son humanité en se désolant qu'un génocide puisse ainsi se dérouler sans que les gouvernants, en France, ne lèvent le petit doigt pour l'arrêter.

L'inévitable Sylvie Retailleau, ministre démissionnaire macroniste de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, s'est crue obligée de s'exprimer, de condamner et de demander « *que les sanctions qui s'imposent soient prises. Le rôle de l'enseignement supérieur est de bâtir une société meilleure, [...] de combattre l'antisémitisme et toutes les discriminations. De lutter contre les fake-news et les amalgames nauséabonds. De protéger chaque étudiant. D'agir contre les haines et de soutenir toutes ses victimes* ». Mais, manifestement, pas

de s'inquiéter du massacre d'un peuple.

Enfin, le parquet de Toulouse a indiqué vendredi 6 septembre qu'une enquête pour apologie du terrorisme était ouverte à l'encontre de l'enseignant. Nous sommes clairement en face d'une volonté de censure et de répression, telle que nous la connaissons depuis le 7 octobre en France et dans les pays du bloc impérialiste occidental. **Il est interdit et répréhensible dans la « démocratie » française de dire que l'État sioniste œuvre à un génocide.**

L'armée d'occupation tue en Cisjordanie

Une militante américano-turque a été tuée vendredi 6 septembre par balle par des soldats israéliens lors d'une manifestation contre la colonisation en Cisjordanie occupée. Sa famille a exigé samedi 7 une enquête indépendante. *« Sa présence dans nos vies a été brutalement, injustement et illégalement arrachée par l'armée israélienne »,* a déploré la famille de la jeune femme dans un communiqué. *« Aysenur défendait pacifiquement la justice lorsqu'elle a été tuée par une balle »,* a-t-elle ajouté, faisant état d'une vidéo *« montrant qu'elle (la balle) provenait d'un tireur de l'armée ».*

La jeune femme, membre de l'organisation propalestinienne International Solidarity Movement (ISM), se trouvait à Beita pour participer à une manifestation hebdomadaire contre l'expansion des colonies israéliennes, lesquelles sont jugées illégales selon le fameux *« droit international ».*

La famille a donc demandé à Biden et Blinken une enquête indépendante, jugeant qu'une enquête de l'armée israélienne ne saurait suffire, et ce d'autant plus que les porte-parole de l'armée d'occupation ont affirmé que les militants de son ONG ont lancé des pierres sur les soldats, ce qui est totalement mensonger. En effet, son organisation, l'ISM, a nié ces mensonges et affirmé dans un communiqué : *« Aysenur se trouvait à plus de 200 mètres de l'endroit où se trouvaient les soldats israéliens, et il n'y a eu aucune confrontation dans les minutes ayant précédé sa mort ».*

Samedi, le corps de la militante enveloppé dans un tissu bleu se trouvait à la morgue d'un hôpital à Naplouse à côté de celui d'une adolescente palestinienne de 12 ans tuée la veille près de Beita.

Dans un article où il dénonce également les tueries de l'armée d'occupation dans le camp de Jénine, le journaliste de Haaretz Gideon Levy, évoque la mort d'Aysenur dans un article exprimant une prise de position politique forte et courageuse. Voici un extrait de cet article : *« Aysenur Ezgi Eygi a été abattue d'une balle dans la tête lors d'une manifestation contre la colonie sauvage d'Evyatar, qui a été construite sur les terres du village de Beita et a déjà coûté la vie à au moins sept Palestiniens. La Maison Blanche s'est dit profondément troublée par cette mort tragique. Mais il ne s'agit pas d'une mort tragique. Jonathan Pollak, journaliste à Haaretz, a déclaré avoir vu les soldats sur un toit : "J'ai vu les soldats tirer. ... Je les ai vus viser", ajoutant qu'à ce moment-là, il n'y avait pas d'affrontements actifs. Quant à la profonde perturbation à la Maison Blanche, elle passera rapidement. ».* Gideon Levy dénonce le double poids des mesures du président US, qui a appelé la famille d'un des captifs de la Résistance palestinienne de nationalité états-unienne, retrouvé mort récemment et l'a promu *« Héros américain ».* Mais, nous dit Gideon Levy *« Le président Joe Biden n'a pas appelé la famille de la femme [...] Ezgi Eygi n'a pas non plus été déclarée héroïne américaine. ».*

Ce même vendredi 6 septembre, les funérailles de onze personnes ont eu lieu dans le camp de réfugiés de Jénine. Huit des morts étaient des résidents du camp tués par l'armée israélienne ; trois sont morts de causes naturelles. Aucun d'entre eux n'a pu être enterré au cours des 10 jours précédents, en raison de l'opération brutale des forces de défense israéliennes dans le camp. Les corps de cinq autres personnes ont été saisis par l'armée, pour ses besoins. Gideon Levy évoque aussi ce drame dans son article : *« Vendredi matin, l'armée israélienne a quitté le camp, après avoir terminé la mission qui a reçu le nom sadique d'opération Camp d'été, et les habitants ont commencé à retourner dans ce qui restait de leurs maisons après le camp de l'armée. Ils étaient sous le choc. Un homme a déclaré samedi que les images étaient encore pires que les scènes de destruction après l'opération Bouclier défensif de 2002 et que le comportement des soldats pendant ces 10 jours terribles était plus violent et vicieux que jamais auparavant. L'esprit de la guerre à Gaza est devenu l'esprit du temps de l'armée. [...] Environ deux tiers des quelque 12 000 habitants du camp en ont été évacués, conduits en colonnes de réfugiés sous la supervision des soldats, comme à Gaza. ».*

Ces tueries perpétrées par l'armée d'occupation, les *media* sionistes les baptisent : confrontations. *« La victime d'un viol affronte son violeur, la victime d'un vol, son voleur. Dans la folie de l'occupation, l'agresseur est la victime et la victime est l'agresseur. »,* nous dit Gideon Levy.

Et de conclure en fustigeant l'état d'esprit dominant de son pays : *« Ce qui a beaucoup plus bouleversé Israël, c'est l'arrestation (exaspérante) d'une jeune femme juive qui avait jeté une poignée de sable sur Ben-Gvir, plutôt que la fusillade mortelle d'une femme non juive, motivée par des principes tout autant que la jeune femme de Tel-Aviv. ».*

En Conclusion

Les soutiens de la cause palestinienne ne lâchent pas prise. Ainsi, Sarah Friedland, réalisatrice états-unienne, a obtenu un prix à la 81^{ème} Mostra de Venise. Lors de la remise du prix, elle a déclaré : « *En tant qu'artiste juive américaine, je dois noter que j'accepte ce prix le 336e jour du génocide israélien à Gaza et la 76e année d'occupation. Je crois qu'il est de notre responsabilité, en tant que travailleurs du cinéma, d'utiliser les plateformes institutionnelles à travers lesquelles nous travaillons pour remédier à l'impunité d'Israël sur la scène mondiale. Je suis solidaire du peuple palestinien dans sa lutte pour la libération.* ». Voilà qui donne du baume au cœur à la cause anticolonialiste, d'ailleurs, cela n'a pas plu à l'AFP, qui a dû rapporter les faits, mais commente perfidement : « Elle n'a pas mentionné l'attaque du Hamas le 7 octobre, en Israël. ». Peut-être parce qu'elle sait, contrairement au plumentif de l'AFP, que l'attaque du 7 octobre n'est qu'un moment dans une lutte entre un État colonial et un peuple colonisé depuis 75 ans ?

Comme Sarah Friedland, comme tous les partisans de la libération de la Palestine dans le monde, nous continuons et nous continuerons, inlassablement, d'exiger un cessez-le-feu immédiat et permanent, de même que l'accès libre aux humanitaires dans toute la Bande de Gaza, et le retrait total des forces d'occupation de l'enclave. Mais, cela ne saurait suffire.

Une paix juste, c'est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un Etat palestinien indépendant. Ce qui empêche une telle paix c'est l'existence d'un Etat colonial. Les travailleurs d'Israël ne peuvent être libres s'ils ne rompent pas avec le sionisme, s'ils continuent de se trouver objectivement dans le camp des colonisateurs. La solidarité avec la Palestine ne peut se contenter de phrases générales sur la paix. Il faut un Etat où tous les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelles que soient leur origine, en l'occurrence, un État palestinien démocratique. De même, la lutte de libération nationale du peuple palestinien n'a pas besoin de compassion, mais d'un réel soutien politique et d'actions de solidarité internationaliste. Et pour la France, où les Révolutionnaires, comme ailleurs, doivent combattre d'abord leurs capitalistes, cela commence par la lutte politique contre le soutien de l'impérialisme français à l'État colonial sioniste.

C'est pourquoi, le Parti Révolutionnaire Communistes entend continuer de rassembler tous ceux qui veulent un cessez le feu immédiat pour que cesse le massacre des Palestiniens et se prononcent pour la paix. Pour nous, cela passe par le soutien aux revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien, surtout après l'assassinat d'un de ses dirigeants : fin immédiate de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.